



Réponses de la FNME CGT à la

Consultation publique n°2019-017 du 1^{er} octobre 2019 relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel de GRDF

Question 1 :

Êtes-vous favorable à l'introduction d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour la période ATRD6 ?

La distribution de gaz est un service public. La rémunération du capital hors coûts comptables n'est, de ce fait, pas légitime. Cette activité n'était d'ailleurs pas requise de générer du résultat lorsqu'elle était assurée par un établissement public.

Néanmoins, si nous devons nous placer dans le système libéralisé qui nous a été imposé, nous ne sommes pas favorables à l'existence de plusieurs taux de rémunération des actifs.

- *Premièrement, le dispositif proposé rendrait le tarif trop complexe et difficilement lisible par les différentes parties prenantes des opérateurs.*
- *En outre, ce dispositif ne nous semble pas correspondre à ce que doit être le mode de prise de décision des opérateurs en matière d'investissement. Nous souhaitons que de telles décisions répondent à des logiques industrielles au lieu de dépendre des évolutions à court terme des taux d'intérêt.*

Si le régulateur souhaite prendre en compte la baisse des taux sans risque, une alternative à ce dispositif consisterait à intégrer les taux d'intérêts et les investissements prévisionnels au calcul du taux de rémunération des actifs. Ce taux unique, qui aurait l'avantage de la simplicité, serait une moyenne des coûts de financement pondérés par les montants des investissements passés et futurs en prenant en compte la durée de vie des actifs.

Question 2 :

Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRD6 ?

Oui, nous sommes favorables aux évolutions proposées par la CRE sous réserve de nos réponses aux questions 3 à 5.

Question 3 :

Êtes-vous notamment favorable à l'introduction d'une rémunération des immobilisations en cours pour les IEC à cycle long (maturité supérieure à 1 an) ? Que pensez-vous du taux de rémunération envisagé par la CRE ?

Oui, nous y sommes favorables.

- *Dans la mesure où le tarif prévoit une rémunération de la base d'actifs en tant que mesure des capitaux engagés par l'entreprise, et étant donné que les immobilisations en cours correspondent bien à un engagement de capitaux, il nous paraît normal que le régulateur introduise un taux de rémunération des IEC. Cette interlocution permet en outre d'harmoniser le traitement des IEC entre la distribution et les autres infrastructures.*
- *Le taux de rémunération des IEC doit couvrir le coût comptable des capitaux engagés tout en étant inférieur au taux de rémunération de la BAR afin inciter l'opérateur à mettre en service les investissements le plus rapidement possible. La rémunération au coût de la dette envisagée par la CRE nous paraît adaptée.*

Question 4 :

Avez-vous notamment des remarques concernant le traitement des coûts échoués envisagé par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

Nous sommes en faveur de l'extension du principe de couverture des coûts échoués déjà appliqué au GRT.

Nous comprenons que la CRE souhaite inciter GRDF à minimiser les coûts échoués récurrents et traiter les coûts exceptionnels au cas par cas. Si nous partageons avec le régulateur le souci de la minimisation des coûts échoués dans l'intérêt des usagers, il nous semble qu'il s'écarte ici du principe selon lequel les charges non maîtrisables sont couvertes au CRCP. Le meilleur moyen de minimiser ces coûts serait selon nous de préserver les moyens permettant à l'opérateur de stabiliser son portefeuille de clients.

Question 5 :

Avez-vous notamment des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

Nous sommes favorables au traitement des actifs cédés envisagés par la CRE. Les actifs des opérateurs régulés sont financés à travers le tarif. Il apparaît donc naturel de faire bénéficier les usagers des gains tirés de leur cession éventuelle au travers du CRCP. Dans le cas contraire, les opérateurs pourraient par exemple être tentés de céder des immeubles amortis générant un faible niveau de charges d'exploitation pour recourir à une location dont le coût serait couvert par le tarif au détriment des usagers.

Question 6 :

Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolutions annuelles des termes tarifaires envisagés par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

Oui, nous y sommes favorables. Le calendrier comme les principes d'évolution tarifaires prévus par le projet de régulation sont globalement dans la continuité du tarif ATRD5.

Question 7 :

Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le tarif ATRD6 ?

Non, nous n'y sommes pas favorables. Nous estimons que GRDF supporte un risque commercial trop important dans un contexte incertain. Nous demandons de ce fait la couverture, au moins partielle, des recettes d'abonnement au CRCP.

En effet :

- Le projet tarifaire prévoit de réduire considérablement les moyens de GRDF pour la défense de la place du gaz à un moment où les signaux envoyés par les pouvoirs publics font peser un risque accru sur son portefeuille de clients. La stabilité du tarif à long terme dans l'intérêt de l'entreprise et des usagers ne peut être assurée dans un contexte de baisse des consommations unitaires visées par les politiques d'efficacité énergétique qu'à travers le*

maintien du portefeuille. Ce maintien nécessiterait le gain de 130 000 nouveaux clients chaque année et des moyens pour y parvenir.

- *Nous constatons d'autre part que le taux de couverture au CRCP des charges et produits de GRDF est bien inférieur à celui des autres opérateurs d'infrastructures, notamment des infrastructures de transport. Cet écart s'explique principalement par le fait que les recettes d'abonnement ne sont pas couvertes au CRCP.*

Question 8 :

Êtes-vous favorable au maintien du dispositif et aux évolutions proposées concernant le mécanisme incitant GRDF à la maîtrise de ses coûts unitaires d'investissements dans les réseaux ? Avez-vous d'autres suggestions pour faire évoluer ce mécanisme ?

Non, nous ne sommes pas favorables à ce mécanisme.

- *Il complexifie considérablement la gestion du tarif : 13 catégories d'investissements (et bientôt 15), exclusions de projets au cas par cas, inducteurs de coûts discutables. Nous craignons à terme une bureaucratisation de la régulation des infrastructures.*
- *Son efficacité reste par ailleurs à prouver : l'opérateur ne peut par calcul renoncer à 59 M€ de CCN pour générer 12,4 M€ de bonus. Il est donc probable que les écarts puissent être expliqués par autre chose que des économies d'investissement sous l'effet de l'incitation.*

Question 9 :

Êtes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements « hors réseaux » proposés par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

Non, nous ne sommes pas favorables à ce mécanisme. Comme l'indique la note technique, le retour d'expérience de la période ATRD5 ne permet pas de conclure à son efficacité puisque GRDF a dépensé plus de charges d'exploitation comme de capital, au périmètre des postes concernés.

Question 10 :

Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

Oui, nous sommes globalement favorables à cette évolution. Il nous paraît pertinent d'adapter le dispositif incitatif à l'évolution des activités et de la performance de GRDF. Nous rappelons néanmoins que la qualité d'un service public ne pourra jamais être entièrement mesurée par des indicateurs, quelle que soit la granularité du dispositif incitatif. Nous déplorons, en effet, le fait que de bons résultats au regard des critères de la CRE aient pu servir à justifier a posteriori une réduction des moyens alloués par le tarif ou des baisses d'effectifs décidées par l'opérateur.

Question 11 :

Pensez-vous qu'il serait pertinent de supprimer certains indicateurs ? Si oui, lesquels ?

Question 12 :

Y a-t-il des thématiques sur lesquelles vous souhaiteriez que GRDF soit incité ?

Réponses FNME CGT consultation ATRD6 – 1^{er} octobre 2019 - dr.cp4@cre.fr

Nous remarquons que les indicateurs ne couvrent pas les domaines de la sécurité industrielle et de temps d'intervention en cas d'incident, notamment un indicateur relatif à un taux de comparaison entre les SDIS et GRDF en terme de nombre d'intervention de sécurité (PGC et PGR) transmise entre eux, comme le prévoit les conventions « pompier » ainsi qu'un indicateur relatif au taux d'arrivée sur place en Intervention de sécurité dans les 30 mn, indicateur qui était suivi dans les processus qualité interne de GRDF jusque dans les années 2012-2013 et qui était fixé à 75%. Ce dernier point est un palier intermédiaire de nature à anticiper les effets d'une dégradation de l'organisation et ainsi de mettre en œuvre les dispositions nécessaires.

Question 13 :

Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

Oui, nous y sommes globalement favorables. Il nous paraît naturel que les montants non dépensés par les opérateurs soient rendus aux usagers.

Nous rappelons néanmoins que les gestionnaires de réseaux doivent disposer des ressources nécessaires pour mener leurs projets de recherche, essentiels pour fournir un service de qualité et faire évoluer leurs outils d'exploitation mais aussi pour améliorer la compétitivité des solutions gaz en aval des compteurs. En effet, les fournisseurs étant pour la plupart multi-énergies, et le raccordement au réseau gaz n'étant pas obligatoire, ce rôle doit revenir à GRDF dans l'intérêt des usagers du réseau de distribution.

Question 14 :

Êtes-vous favorable à l'évolution de la régulation incitative du nombre de consommateurs raccordés aux réseaux de gaz naturel envisagée par la CRE, visant en priorité la suppression très rapide des installations au fioul et au charbon ?

Non, nous n'y sommes pas favorables. Nous estimons qu'il serait tout à fait possible de respecter les objectifs de la SNBC tout en maintenant le portefeuille de clients. Nous soutenons de ce fait le maintien des moyen alloués pour la stabilisation du parc de clients.

- *La SNBC prévoit entre 33 et 83 TWh de consommations de gaz dans le secteur résidentiel à l'horizon 2050. La rénovation du parc résidentiel au niveau BBC à taille de parc inchangée aboutirait à terme à une consommation de gaz d'environ 80 TWh, contre 150 TWh actuellement à taille de parc inchangée (11 millions de logements).*
- *Le potentiel de méthanisation est évalué à 100-150 TWh. Il serait donc possible de couvrir les consommations d'un parc de logements maintenu constant en remplaçant le gaz naturel d'origine fossile par des gaz renouvelables.*
- *Le maintien d'une incitation à la stabilisation du parc clients serait donc cohérente avec la stratégie énergétique fixées par les pouvoirs publics, éviterait une hausse du coût supporté par usager consécutive à une érosion du portefeuille et minimiserait le risque de coûts échoués.*

S'agissant des conversions des installations au fioul et charbon nous estimons que les enjeux de maintien d'un coût unitaire stable au bénéfice des usagers et de baisse des gaz à effet de serre méritent que des moyens supplémentaires soient allouées à cet effet.

Réponses FNME CGT consultation ATRD6 – 1^{er} octobre 2019 - dr.cp4@cre.fr

Question 15 :

Êtes-vous favorable à l'alignement de l'incitation de GRDF à maîtriser les coûts des pertes et différences diverses sur celui des autres opérateurs (passage d'une couverture au CRCP de 70 % à 80 %) ?

Oui, nous y sommes favorables. L'harmonisation des différents tarifs des opérateurs d'infrastructures que nous estimons complémentaires nous semble pertinente.

Question 16 :

Êtes-vous favorable au taux de pertes théorique proposé par GRDF pour le tarif ATRD6 ?

Oui, nous y sommes favorables. La chronique proposée par GRDF semble cohérente avec les objectifs du programme Gazpar.

Question 17 :

Quelle est votre position sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 ?

Nous estimons que le niveau des charges nettes d'exploitation fait l'objet d'arbitrages excessifs. Nous comprenons, en effet, que l'enveloppe de CNE demandée par GRDF pourrait être arbitrée de plus de 270 M€ (4,3%) sur 4 ans. Nous tenons donc à formuler les remarques suivantes.

- *GRDF fait déjà l'hypothèse d'une hausse de l'efficience à périmètre constant.*
 - *Hors projet « changement de gaz », qui a un caractère exceptionnel, GRDF a présenté une trajectoire de CNE évoluant moins que l'inflation, et ce malgré le développement du biométhane, l'augmentation de redevances de concessions et l'augmentation des efforts de R&D.*
 - *Le recul des CNE en euros constants serait notamment la conséquence d'une baisse des effectifs de -0,9% par an entre 2019 et 2023 malgré les besoins en personnel que devrait générer le développement du biométhane (études d'ingénierie, surveillance, maintenance et exploitation du réseau).*
- *La CRE limite les moyens alloués au biométhane au motif que l'objectif que ce que fixe GRDF en la matière est plus ambitieux que la PPE. Cette approche est incompatible avec le « droit à l'injection » et les engagements de raccordement déjà pris par l'entreprise.*
 - *En premier lieu, nous tenons à rappeler que la PPE est toujours en concertation et que le document auquel il est fait référence est toujours au stade de projet. L'objectif d'injection de biométhane peut donc encore être revu à la hausse à l'aune des dernières évaluations et des réalisations en cours.*
 - *En second lieu, nous constatons que le régulateur considère l'objectif PPE comme un plafond. Il nous apparaît que dans un souci de décarbonation de l'énergie, la trajectoire de la PPE doit plutôt être considérée comme une attente que rien n'interdit de dépasser.*
 - *Par ailleurs, l'évaluation de la production des sites en exploitation et les projets en phase avancée permettent aujourd'hui à GRDF de prévoir avec un haut degré de probabilité un volume injecté de 7,5 TWh dans son réseau à l'horizon 2023. La prise*

en compte des projets en attente permettrait de porter le volume injecté à plus de 16 TWh.

- *En outre, un décret de juin 2019 a créé un « droit à l'injection » du biogaz dans les réseaux. Nous comprenons donc que GRDF ne serait pas autorisé à refuser le raccordement d'un projet répondant aux critères technico-économiques fixés par les pouvoirs publics.*
- *La méthode suivie pour fixer la trajectoire de CNE produit structurellement des arbitrages excessifs.*
 - *L'approche détaillée de l'ajustement poste à poste paraît incompatible avec celle qui fixe une trajectoire de performance globale sur la base d'un indicateur qui ne tient pas compte des évolutions métiers ou réglementaires.*
 - *Par ailleurs, le choix de l'indicateur « CNE/km de réseau » n'est pas justifié par l'auditeur. Rien n'indique en effet que la longueur du réseau est un inducteur de tous les coûts de l'opérateur. La trajectoire des CNE peut notamment être impactée par les politiques de sécurité, les évolutions des contrats de concessions, le classement des réseaux de chaleur, les évolutions des métiers, la structure du portefeuille (densité de logement par km de réseau)*
 - *En outre, l'auditeur procède à un arbitrage de performance additionnelle qui vient se surajouter à des ajustements envisagés d'autre part par le régulateur et dont il n'a pas connaissance. Le résultat global minimise forcément les besoins de l'opérateur.*

Question 18 :

Êtes-vous notamment favorable à la prise en compte de la réduction de 45 à 30 ans de la durée d'amortissement des branchements ?

Oui, nous y sommes favorables. La réduction de la durée d'amortissement des branchements permet son alignement sur la durée de vie moyenne de l'installation de l'utilisateur évite le risque de coûts échoués.

Question 19 :

Que pensez-vous des trajectoires prévisionnelles de quantités de gaz distribuées et de consommateurs raccordés proposées par GRDF ?

Les trajectoires clients-volumes proposées par GRDF ne pourraient selon nous être considérées indépendamment des moyens alloués à l'opérateur. Un arbitrage excessif des ressources tarifaires, notamment en matière de développement et de décarbonation du gaz pourrait rendre ces trajectoires irréalisables.

Question 20 :

Êtes-vous favorable aux modalités d'évolution du terme Rf envisagées par la CRE ?

Non, nous n'y sommes pas favorables. Nous estimons que le maintien d'une différenciation entre le coût de gestion des clients au TRV et celui des clients en offre de marché jusqu'en 2022 revient à faire subventionner l'ouverture du marché par les tarifs de gaz. Nous demandons donc que l'alignement des deux catégories d'utilisateurs soit effectif dès 2020.

Réponses FNME CGT consultation ATRD6 – 1^{er} octobre 2019 - dr.cp4@cre.fr

Question 21 :

Que pensez-vous des évolutions envisagées par la CRE pour établir la grille tarifaire des prochains tarifs ATRD ?

Nous y sommes défavorables.

- *Les clients raccordés au réseau de transport bénéficiant au même titre que les autres de la contribution des stockages à la sécurité d'approvisionnement, nous estimons qu'une extension de la collecte de la compensation stockage au transport permettrait de réduire les éventuelles distorsions tarifaires entre transport et distribution.*
- *En revanche, nous sommes opposés à toute logique de limitation du tarif des clients T4 raccordés au réseau de distribution qui s'écarterait du principe de non-discrimination selon lequel le tarif acquitté par une catégorie d'utilisateurs doit refléter les coûts de réseau engendrés par cette catégorie, afin d'éviter les subventions croisées entre utilisateurs et d'envoyer des signaux économiques pertinents.*

Question 22 :

Êtes-vous favorable à l'abaissement des coefficients tarifaires de janvier et février de 8/12 à 4/12 en distribution ?

Non, nous n'y sommes pas favorables. Là encore, il nous semble que cette évolution qui concerne les clients T4 et TP pourrait conduire à des subventions croisées entre les populations des différentes options tarifaires au détriment des petits usagers.

Question 23 :

Êtes-vous favorable au maintien du calcul actuel des pénalités de dépassement de capacité journalière sur le réseau de distribution ?

Oui, nous y sommes favorables. Les différences entre transport et distribution en termes de durée de souscription ne permettent pas l'harmonisation du calcul des pénalités.

Question 24 :

Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur le prochain tarif ATRD de GRDF ?

En sus des réponses déjà formulées nous souhaitons faire les remarques suivantes.

- *Niveau des investissements : En moyenne estimés à 343,9 M€ par an (contre 305,8 M€ par an sur la période précédente), les investissements de sécurisation des ouvrages sont prévus en hausse en début de période ATRD6 puis se stabilisent à partir de 2022. Cette hausse ne semble cependant pas à la hauteur des enjeux de sécurité rencontrés sur le terrain, notamment en ce qui concerne les ouvrages avec détente intérieure.*

En effet, dans des maisons individuelles ou groupées, sur certains secteurs, les détentes souffrent de vétusté qui pour certains datent de près de 60 ans et présentent un évent non raccordé à l'extérieur, voire bouché. La phase d'inventaire GMAO généralisée préalable peine depuis plusieurs années à se mettre en œuvre et la politique de maintenance prescrit de remplacer l'appareil tous les 10 ans, qui font l'objet actuellement de défaillances nombreuses en termes de fiabilité et tracées. Ces installations présentent donc un risque de rupture de membrane pouvant occasionner un dégagement important et soudain en local (accumulation rapide de gaz). Selon nos estimations, ce problème concerne des milliers

Réponses FNME CGT consultation ATRD6 – 1^{er} octobre 2019 - dr.cp4@cre.fr

d'ouvrages. Il faut donc investir pour inventorier rapidement et sortir des immeubles ces détentes et les tubulures associées en MPB (4 bars) et non simplement remplacer le régulateur.

- *SNB : Nous remarquons que les taux d'évolution du SNB (relativement à l'inflation) ont été systématiquement inférieures aux prévisions tarifaires au cours de la période ATRD5 au seul bénéfice de l'opérateur. Nous demandons en conséquence que les écarts de taux d'évolution de SNB soient couverts au CRCP.*